

N°8741

**SOCIALISTES ET LIBERAUX
FACE A LA CRISE DE
"L'ECONOMIE MIXTE"**

par

Alain LIPIETZ

Intervention* au Colloque
A FRANCE OF PLURALISM AND CONSENSUS ?
Columbia - New York University
Octobre 1987

* L'auteur remercie vivement Richard KUISEL et Yves André ISTEEL pour leurs riches commentaires sur cette intervention.

RESUME

SOCIALISTES ET LIBERAUX FACE A LA CRISE DE "L'ECONOMIE MIXTE"

Après avoir souligné les spécificités du modèle de développement "fordiste" français dans l'Après-guerre, on montre pourquoi les gouvernements de droite et de gauche ont, entre 1974 et 1981, puis de 1981 à 1986, chacun tenté d'affronter la crise de ce modèle par des méthodes keynésiennes puis néo-libérales. La politique menée après Mars 1986 radicalise ce néo-libéralisme, alors que la seconde partie de la gestion socialiste n'excluait pas un certain interventionisme en faveur de l'industrie et quelques innovations sociales, avec des résultats macroéconomiques apparemment plus convaincants que ceux de la période suivante.

MOTS-CLES : FRANCE - POLITIQUE ECONOMIQUE.

ABSTRACT

MANAGING THE MIXED ECONOMY: WHAT DIFFERENCES HAVE SOCIALISM AND NEO LIBERALISM MADE ?

This paper first outlines the peculiarities of the French Post-War pattern of development ("Fordism"). Then it shows whyt both right-wing governments (from 1974 to 1981) and left-wing ones (from 1981 to 1986) made a first attempt at managing the crisis of this model through keynesianism, then through neo-liberalism. The policy implemented from March 1986 radicalizes this shift to neoliberalism. On the contrary, the liberal period of the socialist government was mitigated with incentives in favour of industry, and experiments in new social policies. The macroeconomic results of the socialists administration appear, up to now, more convicing than the results of the new administration.

KEY-WORDS : FRANCE - ECONOMIC POLICY
J.E.L. : 122

**SOCIALISTES ET LIBERAUX
FACE A LA CRISE DE
"L'ECONOMIE MIXTE"**

Le plus grand contresens, concernant l'histoire politico-économique récente de la France, consisterait à opposer une gauche socialiste qui aurait toujours promu "l'économie mixte" et une droite libérale qui l'aurait toujours combattue. De fait, les acteurs qui se sont succédés sur les devants de la scène de 1981 à aujourd'hui (1987) avaient tous, déjà, battu les mêmes tréteaux, de la Reconstruction à 1981.

Socialistes et communistes furent associés au Conseil National de la Résistance qui refléta largement leurs vues. Raymond Aron, qui devait devenir le pape du néo-libéralisme, ne voyait alors pas d'objection à ce que le journal Combat auquel il participait fût sous-titré "De la Résistance à la Révolution". Le modèle de développement mis en place à la Reconstruction le fut sous l'égide d'une coalition unissant socialistes et communistes aux gaullistes et aux démocrates chrétiens du MRP. Le départ des communistes du gouvernement, puis en 1958 des socialistes pour une "traversée du désert" de 23 ans, où ils furent rejoints par quelques clubs autour de François Mitterrand, ne s'accompagna pas d'un recul équivalent de la gauche dans la haute administration de l'Etat ni dans la Société civile. Son influence dans l'intelligentsia et dans les syndicats lui permit de peser de manière décisive dans l'orientation de la croissance, selon des normes qu'elle défendait elle-même. Certains des plus modernistes des ministres et hauts-conseillers des gouvernements gaullistes, à l'apogée du modèle de développement d'après-guerre, 1967-1971, se retrouveront (tels E. Pisani et J. Delors) parmi les hommes clés des ministères socialistes sous François Mitterrand. Messieurs V. Giscard D'Estaing et J. Chirac, président et premier ministre à l'ouverture de la crise de ce même modèle, n'hésitaient pas alors à se réclamer de la "social-démocratie", par opposition au "socialo-communisme" de la gauche.

Bref: le modèle de développement ici appelé "économie mixte", en Allemagne "économie sociale de marché", et que l'ainsi-nommée "école française de la régulation" (1) préfère appeler "fordisme" (à la suite de l'Italien A. Gramsci et du Belge Henri de Man), constitue un véritable paradigme, un cadre que la droite et la gauche française ont certes cherché à décliner plutôt dans un sens ou dans un autre, mais qui fixa pour toute l'après guerre la référence, le consensus, quasi-unanimement respecté, quant aux objectifs et aux moyens du "progrès". Objectifs: le progrès économique (l'inusable "modernisation"), le progrès social (en fait, celui de l'emploi et du pouvoir d'achat), le progrès de l'Etat (opposé bien sûr aux intérêts égoïstes des particuliers). Les moyens: en gros les mêmes que dans tout l'occident capitaliste développé. Ceux qu'allaient étudier aux USA les "missions de productivité" liées à l'aide Marshall, ceux que recopiaient du rapport Beveridge les fondateurs de l'Etat Providence, ceux qu'apprenaient à la lecture de Keynes les experts de l'Administration économique. Les spécificités de la France sont maigres dans la grande transformation que connurent après la Guerre toutes les économies capitalistes développées, mais elles joueront leur rôle à l'heure de la crise. Crise que les "libéraux" d'aujourd'hui gèrent dans les années 1970 en bons sociaux-démocrates qu'ils affirmaient être, et qu'affrontèrent les socialistes et les communistes en keynésiens de gauche qu'ils étaient effectivement. Les votes successifs des Français sanctionnèrent les échecs des uns et des autres.

Pourtant, les échecs du fordisme, devenus patents à la veille du second choc pétrolier, ouvraient la voie à des remises en cause de fond, sans pourtant apporter de réponse univoque. Aussi proposerai-je de reformuler ainsi la question du titre: <<Quelles inflexions la précédente et l'actuelle majorités ont-elles cherché à apporter au modèle de développement fordiste ?>>. Encore faut-il bien mesurer en quoi consistait ce modèle de développement et quelles sont les causes de sa crise. Ce que nous rappellerons dans une première section.

Nous examinerons alors successivement, dans les seconde et troisième sections, les politiques menées, de 1981 à 1986 et à partir de 1986, en cherchant à distinguer :

- les mesures de parachèvement de l'ancien modèle,
- les mesures visant à accroître la marge de manoeuvre de l'économie française,
- les mesures ouvrant la voie à un autre paradigme.

Bien entendu, nous aurons à commenter les résultats, mais il ne faut pas trop exagérer le rapport "politique/résultats". D'abord parce que les changements de modèle de développement ne sont pas exclusivement, ni principalement, l'effet de décisions gouvernementales (2). Ensuite, parce que la "liberté du choix d'un modèle" est fortement limitée, dans un pays comme la France, par la "contrainte extérieure". On peut élargir les marges de manoeuvre par une meilleure spécialisation internationale, mais ce processus se mesure alors en décennies, et non en quinquennats législatifs.

I - LE FORDISME A LA FRANCAISE ET SA CRISE (3).

Chaque modèle de développement concret constitue une idiosyncrasie propre à une Nation en une époque donnée. Cependant, il existe de grands modèles-types, qui triomphent pendant une période dans un ensemble de pays, par imitation des succès plus que par déterminisme technologique, et dont l'économiste peut dégager la logique. Tel est le cas du fordisme. Nous examinerons successivement les caractères généraux, les spécificités française, les enchaînements qui entraînerent la crise générale de ce modèle, et la gestion de cette crise par la droite française avant 1981.

1°) Qu'est-ce que le fordisme ?

Un modèle de développement peut être analysé en trois composantes.

Le paradigme industriel. Il s'agit des principes d'organisation du travail, principalement développés dans le secteur dominant, l'industrie, mais "rayonnant" vers l'agriculture et le tertiaire. Dans le cas du fordisme, on peut les résumer en deux termes : taylorisation et mécanisation. Les principes tayloriens séparent au maximum les aspects "intellectuels" (recherche et développement, ingénierie, organisation "scientifique" du travail) et les aspects "manuels" du travail (exécution déqualifiée). Au

taylorisme, le fordisme ajoute l'incorporation du savoir faire collectif dans le dispositif technique lui-même. Pour faire image, le fordisme oppose le "Bureau des méthodes" à la "chaîne de montage".

Le régime d'accumulation. Il ne suffit pas de produire, il faut encore écouler le produit, de manière assez prévisible pour orienter les décisions des entrepreneurs. Un régime d'accumulation représente la stabilisation sur une longue période d'une compatibilité entre la croissance de la production et l'évolution des différents débouchés: investissements, consommation des masses, dépenses de l'État, commerce extérieur. Le régime d'accumulation fordien se caractérise par une hausse rapide de l'investissement par tête (en volume) mais aussi par une croissance de la consommation par tête. La hausse de ces deux débouchés fournit, sur une base interne, une contrepartie aux gains de productivité très rapides engendrés par son paradigme industriel. On peut appeler ce régime: "accumulation intensive centrée sur la consommation de masse".

Le mode de régulation. Il ne suffit pas davantage qu'un régime d'accumulation soit possible "sur le papier" (dans les schémas des économistes). Il faut, pour que les agents économiques s'y conforment, qu'ils en incorporent la logique dans leur propre culture. Il faut aussi qu'il existe des institutions orientant leurs attentes et leurs choix conformément à la logique du régime. L'ensemble de ces comportements routinisés et de ces formes institutionnelles constitue le "mode de régulation". Dans le cas du fordisme, on trouve essentiellement:

- Des formes stables du rapport salarial assurant un partage des gains de productivité entre le capital et le travail, et pour commencer assurant la régularité des revenus. Les principales de ces formes structurelles sont: les conventions collectives, l'Etat-Providence, la législation sociale.
- Des formes de relations entre firmes et banques permettant aux firmes d'absorber sans effet pervers une transformation continue de l'appareil technique, en particulier grâce à la pratique des "prix administrés".

- Une forme spécifique de création de la monnaie: la monnaie de crédit, émise par les banques en fonction des besoins de l'économie sous le contrôle de la Banque Centrale (LIPIETZ [1983]).
- Un élargissement massif du rôle de l'Etat, qui vient "s'insérer" (DELORME-ANDRE [1983]) dans la régulation économique, principalement à travers la tutelle de la régulation du rapport salarial et de la monnaie, et secondairement seulement à travers une politique budgétaire discrétionnaire. D'autres composantes classiques de l'Etat interventionniste (planification, politique industrielle, politique des structures agricoles, protectionnisme) voient également leur rôle augmenter. Cette mission et cette capacité qu'a l'Etat de peser directement sur la conjoncture, et en tout cas de garantir les mécanismes de la régulation fordienne, constituent ce qu'on appelle couramment (et improprement) "keynésianisme" (4).

2°) La mise en place du fordisme en France.

La première grande spécificité du fordisme en France est le caractère volontariste de sa mise en place après la seconde guerre mondiale. L'ancien bloc hégémonique (5) français, celui de la IIIe République, accordait une place secondaire à la croissance industrielle, circonscrivait l'Etat hors du fonctionnement économique (hormis la protection des corporatismes et le système douanier), laissait la classe ouvrière à l'écart du progrès: c'était d'abord un "bloc des possédants", industriels-commerçants-paysans-épargnants, aspirant à la défense de la propriété (plutôt que de la libre entreprise) et d'une "tranquillité sociale" qui ressemblait fort à de l'archaïsme. Les efforts pour moderniser la France viendront donc presque toujours de fonctionnaires soutenus par des forces sociales à base salariée. Tenu en échec jusqu'à la défaite de 1940 (KUISEL [1981]), ce "bloc développementaliste" dont j'ai dessiné les contours en introduction triomphera à la Libération, en profitant du discrédit du "bloc des possédants" dans la Collaboration (6). On peut discuter la réalité de ce "triomphe" (7). Mais sur l'ensemble de la période 1945-73, les luttes sociales et la pression permanente de ce bloc consolideront peu à peu et développeront les acquis du "fordisme à la française", dont voici quelques particularités.

- * Une régulation du rapport salarial très centralisée. Plus que sur la "diffusion des conquêtes" de firme en firme, caractéristique du "connecting bargaining" des USA ou de la RFA, elle s'appuie sur une généralisation administrative ou législative des conventions collectives et des "progrès sociaux": extension des congés payés, limitation de la durée du travail, salaire minimum indexé sur l'inflation puis sur la productivité nationale, représentation croissante des syndicats, accords sur la formation professionnelle etc... De même, le système de Sécurité Sociale mis en place en 1945 (et étendu en 1957 au chômage) se construit comme un accord entre "partenaires sociaux", mais en fait géré par l'Etat.
- * Une fixation des prix toujours "administrée"... autant par l'Etat que par les entreprises.
- * Une monnaie de crédit émise par les banques en toute liberté à partir de 1967, mais qui reste encadrée en volume par l'Etat.

Surtout, l'Etat intervient énergiquement dans la construction même du système productif, à coups de subventions, des nationalisations, et il parvient jusqu'en 1967 à doter la France d'un système productif fordien relativement complet, selon des procédures planifiées. Après cette date, la Planification semble s'effacer, mais de très puissantes administrations ou entreprises nationalisées (la Direction des Télécommunications, la Direction des Armements, le Commissariat à l'Energie Atomique, la SNCF, etc...) sauront maintenir un véritable "entrepreneariat d'Etat" encadrant la recherche et l'industrie sur des secteurs de haute technologie.

Cependant, le fordisme à la française reste marqué par le "sous-développement" originaire de la société française. Alors que le fordisme implique quand même un fort secteur d'industries d'équipement industriel avec un fort pourcentage d'ouvriers qualifiés (ne serait-ce que pour produire les machines sur lesquelles travailleront les non-qualifiés), le patronat français jouera à fond du réservoir inépuisable de forces de travail non qualifiées que lui offriront le déclin de la population agricole, l'entrée massive de femmes dans le salariat, l'immigration. Il se spécialisera ainsi

comme un "fordisme bas de gamme", dans l'assemblage final, quitte à acheter les machines perfectionnées à l'étranger. Ce résultat de relations professionnelles peu sophistiquées sera redoublé par les relations inter-industrielles elles-mêmes, les grandes entreprises tendant à traiter leur fournisseurs spécialisés comme de vulgaires sous-traitants condamnés à "tirer sur leurs prix". Par ailleurs, l'ancien bloc hégémonique survit à travers le culte de la propriété, et surtout l'intégration des classes moyennes traditionnelles dans le salariat sous forme d'un tertiaire pléthorique, avec un fort effet inflationniste.

Malgré ces faiblesses, le "fordisme à la française" parvient à maintenir une insertion internationale favorable, mais à deux conditions. L'Etat doit agir directement comme "voyageur de commerce" pour les productions de hautes technologies liées, on l'a vu, à la commande publique. En ce qui concerne la production "bas de gamme", dont la compétitivité repose sur le bas prix de la main d'oeuvre, il est vital que des dévaluations régulières effacent les différences d'inflation avec les pays concurrents.

3°) La crise du fordisme.

Dans tous les pays capitalistes avancés, la base économique du modèle fordiste a commencé à s'éroder vers la fin des années 60 de deux côtés à la fois (LIPIETZ [1985a], GLYN et al. [1987]).

Tout d'abord, le paradigme technologique s'est essouffé. Fondé sur l'exclusion de l'intelligence des producteurs directs, il n'a plus engendré que des gains de productivité décroissants, au prix d'investissements par tête rapidement croissants. Il en a résulté une réduction de la profitabilité, engendrant avec un certain délai un ralentissement de l'accumulation elle-même. La ponction de la rente pétrolière a aggravé le problème. Moins d'investissements créant chacun moins d'emploi: le chômage a cru, mais le filet de sécurité de l'Etat-Providence (en particulier des allocations de chômage) a empêché une dépression cumulative. Mais l'Etat-Providence lui-même étant financé par le système productif, la profitabilité de celui-ci en a encore été amoindrie, et la croissance s'est transformée en stagnation inflationniste vers la fin des années 70.

Second mécanisme: la recherche d'économies d'échelle, puis de bassins d'emplois à plus bas salaires, a conduit à une internationalisation croissante de la production et des débouchés, au sein du monde développé d'abord, puis vers le Tiers Monde. Cette intégration est entrée en contradiction avec le caractère national de la régulation. Elle était restée supportable dans les années 60, parce qu'alors tous les pays de la Communauté Européenne poursuivaient séparément une politique d'expansion la plus rapide possible. Mais, pour assurer l'équilibre de la balance commerciale et retrouver de meilleurs taux de profit, gouvernements et patronats ont cherché (surtout à partir de la deuxième moitié des années 70) à comprimer les salaires internes, donc les marchés internes, donc les débouchés globaux. Cette politique du "beggar-my-neighbour" triomphera à partir de 1979 et de la victoire du monétarisme sur le keynésianisme, qui marque la fin de "l'Age d'Or" du fordisme.

4°) La droite française face à la crise du fordisme.

Comme la plupart des gouvernements occidentaux, y compris les administrations Nixon et Carter, le Président Giscard d'Estaing et son premier ministre Jacques Chirac réagirent au choc pétrolier de 1974 en bons keynésiens: assurer la stabilité de la demande effective, et ne pas chercher à déplacer trop brusquement le revenu national en faveur des profits. Au contraire, la couverture du risque-chômage fut consolidée. Le pouvoir d'achat poursuivit une expansion ralentie. On chercha à maintenir la balance commerciale à coup de "grands contrats" et de dévaluations. C'était ignorer que la crise n'avait rien à voir avec celle de 1930. Le problème venait cette fois de l'offre (la crise du paradigme industriel), et l'internationalisation interdisait la relance keynésienne par la hausse de pouvoir d'achat. L'arrivée aux affaires de Raymond Barre sanctionna l'échec de J. Chirac.

Profitant de la défaite de la gauche en 1978 et de la démoralisation des mouvements sociaux, R. Barre entreprit (8) le démantèlement des principes du fordisme à la française. En bloquant les salaires et en libérant les prix, il obtint (au prix d'un surcroît d'inflation) un arrêt de la croissance du pouvoir d'achat, ce qui permit une stabilisation de l'investissement mais

accéléra la croissance du chômage. Le point important est que justement R. Barre esquissait un nouveau paradigme où l'emploi cessait d'être un objectif pour devenir un solde. L'ambition d'une "croissance nationale équilibrée" sur le territoire français, chère aux développementistes, était ainsi abandonnée. Les entreprises étaient encouragées à reconstruire leur profit sans souci des équilibres sociaux internes. Le recours à des rapports salariaux "hors-normes" (temps partiels, intérimaires) prit son essor. Surtout, la logique d'insertion internationale antérieure fut abandonnée. L'adoption d'une politique de "Franc fort" accroché au Mark à travers le Système Monétaire Européen sanctionna ce tournant. La compétitivité territoriale des entreprises s'en trouvait largement condamnée, mais la possibilité d'investissement à l'étranger renforcée. L'idée était de ne se maintenir que sur certains "créneaux". Mais la décroissance de l'effort de recherche technologique, et l'absence d'une politique de reconstruction "post-fordiste" de l'appareil productif (contrairement au Japon, ou à l'Italie (9)) condamnaient à terme les quelques "créneaux compétitifs" dont disposait la France, comme on allait le constater dans les années suivantes.

Raymond Barre perdit le pouvoir le 10 Mai 1981, avec un Franc surévalué de 20% (selon la Parité de Pouvoir d'Achat - D. Mark de 1977), avec un chômage rapidement croissant, avec un énorme déficit commercial et une France en voie de désindustrialisation.

III - DE L'ECHEC DU KEYNESIANISME DE GAUCHE AU SOCIAL-LIBERALISME.

Les partis du Programme Commun de la Gauche arrivèrent tout équipés du bagage développementiste: un parachèvement du fordisme, avec une politique keynésienne de stimulation de la demande populaire, et une politique des structures industrielles pour renforcer la compétitivité nationale. Ils disposaient apparemment de toutes les pouvoirs: élection de F. Mitterrand, puis victoire législative écrasante donnant la majorité absolue au seul Parti Socialiste. Le PCF fut pourtant intégré au gouvernement pour des raisons politico-sociales évidentes. Insistons: ce n'est pas cette présence du PCF qui a pesé dans les choix de 1981-1982, ils étaient partagés par les socialistes. On peut découper l'histoire de l'échec de la gauche en trois phases: jusqu'en Juillet 1982 (plan de stabilisation et de blocage des prix),

puis jusqu'en Mars 1983 (plan de "rigueur"), la suite ne constituant qu'une seule troisième phase du point de vue de la gestion économique, à laquelle le PCF restera associé encore plus d'un an (10).

1°) L'échec du keynésianisme de gauche.

Nous confondrons ici les deux premières phases, la seconde n'étant qu'une transition marquant l'ultime tentative de sauver la politique originelle, tandis que se prépare souterrainement la transition au libéralisme.

Pendant 18 mois, malgré et à travers le blocage des prix et des salaires, la gauche joue à fond la logique fordienne. Au niveau conjoncturel d'abord. Hausses des salaires et surtout des revenus sociaux, déficit budgétaire délibéré avec recrutement de fonctionnaires: la hausse du pouvoir d'achat du salaire minimum est de 15%, la consommation des ménages en produits industriels augmente de 10%... et pourtant la production industrielle reste plate, comme se stabilise simplement la courbe de chômage (11).

D'où vient l'échec ? Evidemment de la faible compétitivité, et même des "trous" de l'appareil productif français hérité de l'époque précédente, tout cela encore aggravé par une fidélité irréfléchie à la politique du Franc fort (les 3 dévaluations par rapport au Mark sont subies, et jamais suffisantes). En outre, la hausse des coûts salariaux accélérée par la réduction du temps de travail précipite l'érosion du Résultat Brut d'Exploitation des firmes. Le maintien de taux d'intérêts très élevés (imposés par la conjoncture mondiale et la "défense du Franc") réduit l'Épargne Nette des Entreprises à quasiment rien.

La fameuse réduction du temps de travail (1 heure de moins par semaine, une cinquième semaine de congés, la retraite à 60 ans) ne constitue pas une rupture de paradigme: elle s'inscrit dans la continuité des accords de Grenelle de Juin 1968. Il en aurait été autrement si l'on avait adopté un

passage direct aux 35 heures, sans compensation salariale intégrale. On aurait pu alors parler d'un choix de société, privilégiant la solidarité, et "l'être" sur "l'avoir". Ce ne fut pas le cas.

Autres progrès sociaux très réels mais strictement fordien : la réglementation très stricte du travail précaire, la légalisation de 130 000 immigrés clandestins. Il s'agit en fait de rétablir la généralité de la norme fordienne en matière de rapport salarial.

Echec en revanche du côté des "classes moyennes parasitaires", gangrène du fordisme à la française : J. Delors, ministre des finances, propose d'étendre l'assiette des cotisations de l'Etat-Providence à tous les détenteurs de revenus, mais doit battre en retraite devant une levée de boucliers surprenante dans son ampleur. Du même, il renonce à réformer la fiscalité (hormis un petit impôt sur la fortune). De fait, les revenus non salariaux continueront à croître et embellir.

Rien de bien nouveau donc du côté mode de régulation, ni du côté "régime d'accumulation"... si ce n'est que celui-ci ne marche plus, mais on le savait déjà, du moins les responsables auraient dû le savoir.

Du côté des relations industrielles et du paradigme technologique, les choses sont plus complexes. D'abord, les lois Auroux. Elles renforcent les prérogatives syndicales fordien classiques, en rendant obligatoire la négociation annuelle des salaires, en renforçant l'information et la formation des délégués. Mais, en organisant l'expression directe des travailleurs, elles ouvrent la voie à de "nouvelles politiques patronales", et pourquoi pas ouvrières, en matière de relations professionnelles.

Mais le coche de la remise en cause du paradigme industriel taylorien fut définitivement manqué à l'occasion de la trainée de révoltes qui embrasa toute l'industrie automobile de 1981 à 1983. Révoltes d'ouvriers spécialisés, le plus souvent immigrés, révoltes "pour la dignité". Le gouvernement fut totalement incapable d'en saisir l'occasion pour lancer un vaste programme de

réforme de l'organisation du travail (analogue à ce que furent les "missions de productivité" du plan Marshall). Au contraire, il finit par porter le blâme sur les "chiïtes" sabotant l'effort exportateur de la France.

La gauche n'ignorait pas pourtant le retard industriel de la France. Les nationalisations (effectuées avec résolution), la Banque d'Investissement (abandonnée) avait pour ambition de le combler. Les ministres de l'industrie (dont le plus ambitieux fut J.P. Chevènement, qui rêvait au MITI japonais) s'y attachèrent dans le plus pur style développementaliste: "mécano industriel" (redéfinition des compétences des firmes nationalisées (13)), injections massives de capitaux au rythme de 30 milliards par an, multiples "plans sectoriels". Telle fut sans doute la justification principale des nationalisations: légitimer le transfert de "l'argent des contribuables", non plus "dans la poche des patrons", mais au secours de "l'industrie nationale". Le fonctionnement technocratique des entreprises nationalisées n'en fut pas modifié.

La doctrine était "la politique des filières", opposée à la "politique des créneaux": reconstruire l'intégrité amont-aval du dispositif productif. Avec le recul, on peut parler d'un succès modéré dans l'électronique et la chimie. Mais les échecs l'emportent (en particulier dans les biens d'équipement). Pourquoi ? D'abord pour des raisons quantitatives. L'Etat ne pouvait tout faire. Pourtant il a voulu: et développer la filière électronique, et poursuivre un programme électro-nucléaire démentiel, et maintenir contre l'évidence les secteurs en déclin (sidérurgie, mines, chantiers navals). Mais la raison la plus profonde de ces échecs résidait dans une sous-estimation des problèmes de relations professionnelles et d'organisation industrielle. Le discours du ministre J.P. CHEVENEMENT aux Journées de l'Industrie [1982], ne faisait référence que de manière on ne peut plus vague et idéologique à ce qui était déjà la pratique quotidienne des industriels italiens ou japonais, et qui alimentait la réflexion de spécialistes universitaires (même de gauche !) sur le "partenariat inter-entreprises", le "développement local endogène", ou la "remobilisation des savoir faire ouvriers". L'essentiel des préoccupations se résumait au couple "financement/automatisation" dans la construction des "filières".

Même ce discours-là était assez contradictoire, car la question des délais était mal traitée. On avait l'impression que l'accroissement des crédits de recherche permettrait de se doter d'une industrie des microprocesseurs, celle-ci équiperait une industrie des robots, qui équiperait à son tour le reste de l'industrie. Joli projet, mais la "descente de la filière" prendrait une décennie (si on trouvait l'argent !) pendant laquelle toute l'industrie pouvait s'effondrer. Commencer par l'aval au contraire impliquait une importation massive de biens d'équipement sophistiqués... ce qui contredisait la doctrine de la "reconquête du marché intérieur" !

En tout cas, la "politique industrielle" était incapable de briser en 18 mois l'étau de la contrainte extérieure, sur laquelle venait buter une politique keynésienne qui engendrait un déficit commercial atteignant les 10 milliards de Francs certains mois. Le fordisme à la française était irrécupérable.

2*) La montée du social-libéralisme

La troisième dévaluation du Franc, en Mars 1983, signe la capitulation du keynésianisme de gauche. Face au déficit commercial, le choix était simple: ou la "social-démocratie de guerre", le protectionnisme, la dévaluation de combat, la crise avec l'Europe, etc... Ou le maintien du libre échange, la déflation et l'abandon de l'ambition sociale (telle que la définit le paradigme fordien: plein-emploi et hausse du pouvoir d'achat). Le Président, contre le PCF, la moitié du PS, mais avec le soutien de la droite, de toute la presse y compris "de gauche", et même d'un syndicat autrefois plus "radical", la CFDT, choisit la seconde voie.

Choix surprenant qui traduisait le discrédit de fond du paradigme fordien. Plus superficiellement jouèrent sans doute:

- le fantasme de Méline, du protectionnisme conservateur de la IIIe République, l'idée que le protectionnisme contredit la modernisation (14).
- le fantasme de Staline, l'idée qu'en touchant à la liberté du consommateur au nom de l'intérêt collectif on mettait le doigt dans l'engrenage du totalitarisme.

Dans les deux cas, le Marché (mondial) réapparaissait comme le régulateur par excellence de la mise en place d'un nouveau modèle de développement. Plus souterrainement encore, les dirigeants du PS s'étaient convaincus de l'existence d'une "crise du côté de l'offre". Il fallait "donc" investir, "donc" rétablir les profits, "donc" diminuer les revenus populaires. Et le plus habile était d'attribuer cette nécessaire rigueur à la "pression extérieure".

Mais alors se dessinait un tout nouveau régime d'accumulation. Fondé sur l'exportation comme financement de l'accumulation, et sur l'exportation comme mobile de l'accumulation, il n'impliquait plus une croissance du marché interne: au contraire celle-ci pouvait affaiblir la compétitivité. Par contre-coup, il n'impliquait pas non plus une croissance de l'emploi - au moins de l'emploi dans les secteurs-moteurs. On pouvait espérer tout au plus que les dépenses non productives des classes supérieures de la société, voire de touristes étrangers (15), "retomberaient" en revenus des plus pauvres, alors que, dans le modèle fordiste, ceux d'en haut faisaient leur profit de la consommation de masse de ceux d'en bas.

Quand au paradigme industriel, on continuait à clamer l'importance de l'automatisation, de l'électronisation. Il faudra attendre le Rapport Dalle sur la compétitivité de l'industrie française pour que soient enfin officiellement condamnées les "scories du taylorisme": c'est le patronat moderniste qui prenait l'initiative de mobiliser, selon des procédures fixées par lui, le savoir-faire et l'initiative ouvrière.

Retenons le lecteur pressé: le modèle, le paradigme ici esquissé, "productiviste-libéral" (LIPIETZ [1987]), avec libre-échange, dualisation de la société et retombée des riches vers les pauvres, ressemble certes, contrainte extérieure en plus, au modèle de société "en sablier" (hour-glass) avec "trickle-down" illustré par les USA reaganiens (16). Ce modèle était bien sûr inacceptable pour le parti socialiste. L'histoire de la troisième phase est donc une double histoire: l'histoire d'une résignation progressive à l'abandon du modèle fordien (la "rigueur" cessant d'être une parenthèse),

histoire qui mène "spontanément" au modèle libéral-productiviste, mais aussi l'histoire des embryons de tentatives pour frayer des voies alternatives.

La "politique de rigueur" inaugurée au printemps 1983 avait pour but de rétablir les comptes extérieurs, ralentir l'inflation, reconstituer les profits des entreprises, moyennant une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Sur tous ces points, la réussite est incomplète mais réelle. Au prix d'une baisse du pouvoir d'achat de 1,4% en deux ans, le déficit du commerce extérieur est ramené au rythme annuel de 20 milliards de francs, déficit couvert en 1984 par l'excédent des "services" (tourisme, assurances, revenus divers). Il en sera de même en 1985. L'endettement net de la France cesse donc d'augmenter. Par ailleurs, le recul du pouvoir d'achat des salaires, combiné aux gains de productivité accélérés, ramène la part des profits dans la valeur ajoutée au niveau du milieu des années 1970, dans la période "bénigne" de la crise. Enfin, le taux d'inflation s'est considérablement rapproché de la moyenne européenne.

Mais ces bons résultats sont intimement liés à la reprise de l'expansion mondiale tirée par le déficit commercial américain. Les débouchés qu'elles ne trouvent plus en France, les entreprises doivent les chercher à l'extérieur, encore qu'elles y perdent des parts de marché, du fait entre autres de la surévaluation permanente du Franc, qu'aucune dévaluation "socialiste" ne viendra plus corriger. Et cela ne suffit pas à compenser la baisse de la consommation des produits industriels par les ménages (-5,6%): la croissance (2% en deux ans) est ramenée au plus bas niveau parmi les pays industrialisés. Résultat: le chômage croît d'un demi million de personnes en deux ans, et en Février 1984 plusieurs syndicats acceptent de graves reculs quant à la couverture sociale du chômage.

La nouvelle équipe gouvernementale mise en place en Juillet 1984 autour de Laurent Fabius (qui avait dès 1983 succédé à J.P. Chevènement au ministère de l'industrie) et du ministre des finances Pierre Bérégovoy n'infléchit pas cette politique, si ce n'est par une prudente baisse du taux d'intérêt (sans grand effet sur les entreprises qui ne voient guère d'occasions d'investir, malgré des profits restaurés). La baisse des impôts

décidée pour 1985 ranime toutefois légèrement la demande, à quelques mois des élections de 1986...

Dans ces conditions, l'appel de Laurent Fabius au "rassemblement pour la modernisation" ne peut guère avoir d'effet. L'investissement, qui recommence à croître fin 1984, ne peut compenser la baisse des effectifs dans les branches en déclin que l'Etat renonce à subventionner (charbonnages, sidérurgie, chantiers navals) ou en restructuration intense (automobile).

L'Etat ne reste pas pour autant inactif. L. Fabius, lorsqu'il était ministre de l'industrie, s'était fait affecter un Fonds Industriel de Modernisation indépendant du ministère des finances. Son successeur Edith Cresson en bénéficie. 90% de ce fonds passera en importations de hautes technologies ! Rupture totale avec la "logique des filières", mais enfin, on modernise... (17)

Parallèlement, les modes de régulation n'évoluent pas tous dans un sens libéral. Certes, les recours au "second marché du travail" (intérim, etc...) reçoivent à nouveau le feu vert. Mais le ministre du travail Michel Delebarre, sans oser relancer la réduction du temps de travail, pousse cependant quelques innovations sociales importantes: les Entreprises Intermédiaires, les Travaux d'Utilité Collective, les Contrats de Formation - Reconversion. Il s'agit de remplacer le simple versement d'allocations chômage par le financement, pour les chômeurs, d'activités socialement utiles ou de stages de reconversion. Cette politique obtient au début de 1985 un succès réel dans les statistiques du chômage. Mais le débat politique et syndical sur ces innovations potentiellement fécondes reste assez médiocre. Plus généralement, cette idée d'un usage "productif" des fonds de l'Etat-Providence recule au bénéfice de la vogue libérale qui, sur le terrain social, prend le nom de "flexibilité". En Décembre 1984, plusieurs syndicats, dont la CFTD, vont jusqu'à négocier avec le patronat, pour de très faibles contreparties, de graves abandons sur la législation sociale: l'opposition de la base fait rejeter l'accord.

Enfin, l'Etat encourage, par des gratifications symboliques et des subventions à la recherche, les initiatives des entreprises en quête de formes nouvelles d'implication collective des travailleurs. Mais, on l'a dit, ces initiatives (d'ailleurs très minoritaires) restent largement patronales, suscitant la méfiance des syndicats.

Dans ce tableau en demi-teintes de l'action gouvernementale, combinant résignation au libéralisme et contrepoids innovateurs (bien timides), il ne faudrait pas oublier ce qui passe dans les régions et les collectivités locales, rendues beaucoup plus autonomes par la loi Defferre de 1982. On commence à voir émerger en quelques endroits des formes nouvelles de partenariat territorial "entreprises - collectivités - université - syndicats". Les départements de Savoie et quelques "pays" périphériques s'illustreront dans ce "développement local" consensuel (COURLET et al. [1987]).

Malgré ces quelques formes institutionnelles innovatrices, malgré un reste d'interventionnisme, malgré une vague préoccupation pour l'amélioration des relations professionnelles et des formes d'organisation inter-industrielles, la "troisième période" est surtout marquée par un pragmatisme gestionnaire (18) et un vide idéologique que vient peu à peu remplir la mythologie libérale, le culte du "chacun pour soi", et son corollaire dans les masses populaires, le racisme, la peur de l'insécurité (LIPIETZ [1986]). Plus que sur un échec économique (car plus personne ne croit que l'Etat puisse grand chose dans ce domaine), c'est sur la base de cette rancoeur que les "néo-libéraux" (c'est-à-dire les personnages de notre première section, reconvertis) vont gagner les élections de Mars 1986.

IV - LES DECONVENUES DU NEO-LIBERALISME

La victoire écrasante de la coalition de droite (majoritaire à la Chambre des députés sans même compter le possible renfort des 31 députés "ultra" du Front National) laisse en principe le champ libre à l'application pleine et entière du "libéralisme" par l'à-nouveau premier ministre J. Chirac. Cela, malgré le maintien à la Présidence de F. Mitterrand dont le

droit d'appel devant les juridictions constitutionnelles ne peut retarder l'action législative de la droite que de quelques jours. En fait, comme le reconnut au Symposium de Davos (Janvier 1986) le tout-puissant ministre de l'économie (19) Edouard Balladur, le gouvernement fit dans le domaine législatif économique tout ce qu'il voulait. Mais que voulait-il exactement ?

Au fond, le seul trait commun à toute la coalition que l'on pût considérer comme authentiquement "libéral", c'était une hostilité à la codification étatique des conquêtes salariales depuis un siècle. Même le ministre du travail Philippe Séguin, plutôt considéré jusqu'alors comme "gaulliste social", s'écria à la tribune du Parlement, lors du débat de Décembre 86 où il fit passer à la hussarde les mesures sur la "flexibilité" rejetées en Décembre 1985 et le rétablissement du travail de nuit pour les femmes: <<Il s'agit de savoir si le 16 Mars a bien eu lieu>>. Car la liberté des entrepreneurs commence là où s'arrête les droits des salariés. De ce point de vue, l'essentiel était acquis en Décembre 1986: loi de revente du secteur nationalisé dont une chaîne télévisée publique, élargissement du volume d'heures supplémentaires à la discrétion patronale, développement d'un secteur de jeunes salariés sous-payés et sans statut dans le secteur privé, (les "Stages d'Initiation à la Vie Professionnelle"), suppression du contrôle administratif de la légitimité des licenciements économiques, etc...

Du point de vue du mode de régulation, on en revenait donc bien à la conception libérale classique, en reprenant exactement les formulations de la droite anti-étatiste de la fin du siècle précédent, telles les diatribes de 1891 (!) d'un Leroy-Beaulieu et ses éloges des entreprises privées qui, <<en vertu de la flexibilité dont elles jouissent, de leur rapidité aux adaptations successives, de la part plus grande qu'elles font aux responsabilités, à l'intérêt personnel, à l'innovation, à la concurrence, doivent être préférées à l'Etat>> (cité par KUISEL [1981]). Pour qui connaît l'histoire de la IIIe République, le retour de ce genre d'argument avait déjà de quoi inquiéter. D'autant que l'analogie ne s'arrête pas là. Ce "libéralisme entrepreneurial" lui-même se mélangeait étroitement à un flot de mesures en faveur de tous les possédants, rentiers ou thésaurisateurs

compris: loi en faveur des propriétaires immobiliers, rétablissement de l'anonymat sur la possession d'or, suppression de l'impôt sur la fortune et des tranches d'imposition supérieures, "blanchissement" du rapatriement de capitaux évadés, etc...

On touche ici un point important. Le libéralisme du gouvernement socialiste de Laurent Fabius (1984-1986) visait explicitement à soutenir l'entreprise comme productrice de richesses et d'emplois. Le libéralisme de la droite n'est que le rétablissement d'un "droit de jouissance" non subordonné à l'utilité sociale de l'usage des richesses. Son discours sur le "redressement économique" se résume à une litanie d'incantations: <<Toujours moins (de charges, de règlements, d'incitations)>>. Le Rapport du Groupe De La Genière sur la compétitivité des entreprises françaises se résume à ces mots d'ordre. On n'y retrouvera rien de ce qui, depuis les succès japonais et italiens, nourrit le débat international sur les conditions d'une sortie "victorieuse" de la crise: implication négociée des travailleurs, partenariat inter-entreprises, concertation entreprises-Etat dans la définition des stratégies industrielles et le financement de la recherche et de la formation.

De fait, le ministre de la recherche A. Devaquet annule en Juin 1986 tous les recrutements de l'année au Centre National de la Recherche Scientifique. Sur 15 milliards d'économies budgétaires décidées au Printemps, près de la moitié touchent la recherche. Le budget réel des Universités est diminué et la rentrée universitaire de 1986 voit pour la première fois dans l'histoire baisser le nombre des étudiants accueillis. Le ministre A. Madelin se vante de faire diminuer son propre budget de l'Industrie. Le Fond Industriel de Modernisation est supprimé, et sont quasiment supprimées l'Agence pour la Valorisation de la Recherche, l'Agence pour la Maîtrise de l'Energie, etc... A l'heure où les grandes puissances s'affrontent dans la guerre industrielle fouettée par la révolution technologique, la France, qui avait déjà pris un sérieux retard, décrète le désarmement unilatéral.

Pour résumer: c'est l'adoption franche du paradigme libéral-productiviste (mais à partir d'un niveau assez avancé de social-démocratie!), tant du point de vue de la régulation que de la logique du régime d'accumulation, avec même une pointe de dogmatisme (le renoncement à "l'interventionnisme libéral"). Dans ces conditions, même les "innovations sociales" de la période précédente, déjà fort ambiguës (les Travaux d'Utilité Collective, les Congés-Reconversion, les Stages d'Insertion dans la Vie Professionnelle), changent de signification: mises au service du patronat privé, elles accélèrent et institutionnalisent encore plus la "dualisation" du marché du travail.

Un mot enfin des privatisations. Comme nous l'avons vu, la nationalisation des entreprises servit essentiellement, en France, à justifier l'injection directe de capitaux publics dans une "technostructure". Logiquement, l'opération inverse ne se solde que par un reflux de l'épargne privée vers le Trésor Public. De fait, les privatisations prennent la forme de la reconstruction directe de grandes technostructures financières "autocontrôlées", autour des pôles traditionnels Suez et Paribas, auxquels s'ajoute le nouveau pôle Société Générale-CGE. "L'actionariat populaire" permet certes un déplacement de l'épargne des ménages des livrets de caisse d'épargne vers la bourse, tant, du moins, que la conjoncture mondiale et l'excès même des titres mis en vente ne provoquent pas un effondrement de celle-ci. Mais il ne se traduit par aucun changement dans les formes de gouvernement des entreprises: les 75% de "petits actionnaires" de la GGE ne peuvent obtenir aucun représentant au Conseil d'Administration.

Que dire maintenant des résultats ? Il serait malhonnête de juger une expérience sur un an de recul (car la première partie de l'année 86 ne peut qu'être imputée au ministère Fabius). Démagogie ou auto-intoxication, la droite promettait que le regonflement des profits, encore accrus par la baisse du prix du pétrole et du dollar, suffirait à inciter les possédants à se convertir en entrepreneurs dynamiques. C'était compter sans les lois de la macroéconomie et la pusillanimité traditionnelle du capitalisme français : dans une économie nationale et mondiale plus déprimée et plus

concurrentielle, les occasions d'investir profitablement se raréfiaient. La part du revenu national ainsi déplacée vers les profits (on retrouva les niveaux de 1973) se mua en jeux spéculatifs (rachats des entreprises privatisées par exemple). L'appareil productif français, soutenu à bout de bras par l'interventionnisme du gouvernement socialiste, retrouva la pente de son déclin. L'investissement industriel ralentit (1985: +9,5%, 1986: +3,5%). Malgré deux nouvelles dévaluations, la balance commerciale ne fut même pas équilibrée en 1986 (malgré 90 milliards d'économies sur la facture pétrolière!), puis redevint régulièrement et fortement négative au premier semestre 1987. Surtout, l'excédent du solde manufacturier disparut rapidement (en chute de 50 milliards par rapport à 1985), et cela, en premier lieu, dans les industries électro-mécaniques: caractéristique d'un pays en voie de sous-développement. L'abandon de toute aide à l'industrie, y compris le démantèlement de la recherche, n'y fut pas pour rien, et la liberté de licencier les travailleurs expérimentés pour les remplacer par des "Stagiaires d'Initiation à la Vie Professionnelle" quatre fois moins payés n'arrangea rien, si ce n'est les statistiques de chômage des jeunes... au détriment de l'emploi de leurs aînés (20).

Courant Avril 87, les sondages d'opinion placèrent pour la première fois (depuis toujours?) la gauche au-dessus de la droite en ce qui concerne la capacité à gérer l'économie. Le déficit de l'Etat-Providence se fit si criant que P. Séguin convoqua pour l'automne 87 des "Etats-généraux de la Sécurité Sociale". Et en Juin éclata le débat sur le "déclin français"... auquel J. Chirac répondit, en Juillet, en promettant de relancer la Recherche !

CONCLUSION

La gauche et la droite, qui avaient concouru sous la IVe République et jusqu'à 1973 à la mise en place de l'économie mixte, c'est-à-dire du modèle fordien, ont essayé d'affronter sa crise par deux voies différentes. La première, tentée par le gouvernement Chirac 1974 et radicalisée par le gouvernement Mauroy en 1981-1982 consistait à persévérer dans la gestion keynésienne, tout en essayant, à coup d'interventions publiques, d'améliorer la compétitivité nationale. Cette voie-là a échoué non seulement à cause d'un

environnement international devenu de plus en plus défavorable, mais surtout faute d'avoir su prendre le mal à la racine: la crise d'une forme de relations professionnelles et interindustrielles, se réfractant en crise de la profitabilité et de l'Etat-Providence. La seconde voie, esquissée par R. Barre de 1977 à 1981, puis rejointe par les socialistes à partir de 1983, et radicalisée par le gouvernement Chirac 1986, consistait à libérer les forces du marché des régulations étatiques et sociales et à rompre les liens entre production nationale et marché intérieur. Elle conduit apparemment à une dégradation encore plus poussée de l'efficacité de l'appareil productif français dans la compétition internationale, tout en accélérant la décomposition du consensus social. Là encore, on a oublié de s'attaquer aux problèmes de fond, mais en plus on a compromis la possibilité-même d'une approche "coopérative" entre les classes sociales pour affronter ces problèmes.

Aujourd'hui, alors que le Parti Communiste s'enfonce dans une politique d'opposition stérile et ultra-minorisante, alors que les forces prônant une "alternative" aux paradigmes fordien et libéral-productiviste restent minoritaires et éparpillées, alors que la droite "ultra" recueille les dividendes de toutes les inquiétudes, socialistes et néo-libéraux n'ont plus qu'une perspective à offrir: l'Europe. L'Europe se voit investie de toutes les vertus, de toutes les rêves inaccessibles dans le cadre national. Fuite en avant, car en l'absence d'un consensus social sur un nouveau modèle de développement, quelle qu'en soit la base géographique, le projet européen risque fort de ressembler à "l'Action Parallèle" dans l'Autriche-Hongrie du roman de Musil, L'Homme sans qualité: un voile doré sur la résignation au déclin.

Alain LIPIETZ

NOTES

- 1) Voir par exemple AGLIETTA [1976], BOYER, MISTRAL [1978], LIPIETZ [1979, 1985a]. Sur les origines de cette école, voir mon entretien avec Jane Jenson, <<Rebel sons: the Regulation school>>, French Politics and Society vol.5 n°4, Sept. 1987, Harvard Univ.
- 2) La mise en place d'un modèle de développement est le résultat de multiples mouvements sociaux impliquant des changements dans la culture, dans la représentation des groupes sociaux, avec des compromis qui ne peuvent être obtenus souvent que dans la "catarsis" d'une grande crise nationale. Pour ce qui est de la mise en place du "fordisme à la Française", voir par exemple BOLTANSKI [1982]). Cependant, un "modèle" (ou un "paradigme") ne se réduit pas à une juxtaposition d'éléments nouveaux. Il faut que les tendances nouvelles fassent système, qu'elles soient au moins compatibles. Le paradigme, le modèle est une forme de stabilisation possible de tendances qui pourraient être contradictoires. C'est pourquoi, comme en tout paradigme, il y a dans un modèle comme le fordisme des traits communs d'un pays à l'autre qui en expriment la logique, et en même temps des spécificités qui résultent de sa mise en place au travers de conflits concrets dans un pays donné, et qui font que le "fordisme à la française" ne peut ressembler entièrement à "l'American Way" qui lui a servi d'exemple.
- 3) Dans cette section et la suivante, je résume essentiellement mon livre L'audace ou l'enlisement [1984].
- 4) Voir LIPIETZ [1986a]. Beaucoup d'économistes réduisent le keynésianisme à l'aspect "politique budgétaire contracyclique". Beaucoup d'historiens de la France, y compris les meilleurs (e.g. KUISEL [1981]), sont trop obnubilés par l'aspect "planification-nationalisations".
- 5) Au sens Gramsciste du terme. Un bloc hégémonique est en fait la contrepartie politique, sociale et culturelle d'un modèle de développement (LIPIETZ [1985b]).
- 6) PAXTON [1972] a montré que certains "développementistes" avaient tenté d'exercer leurs talents sous le régime de Vichy. Plus profondément, une école "révisionniste" d'historiens autour de J. BOUVIER tend aujourd'hui à relativiser le schéma d'une France "bloquée" jusqu'en 1945 puis "modernisée" par les héritiers de la Résistance (voir par exemple FRIDENSON et STRAUS [1987]). Cependant, ce qui aux yeux de l'historien apparaît comme une "accélération", plutôt que comme une rupture, peut constituer bel et bien, aux yeux de l'économiste, un "changement de régime".
- 7) KUISEL [1981], comme BOUVIER dans son débat passionnant et passionné avec BLOCH-LAINE [1986] insistent plutôt sur son échec relatif (symbolisé par celui de Pierre Mendès-France). "Verre à moitié vide", qui finira assez rempli en 1973.
- 8) Avec une grande modération, par opposition au Thatcherisme.
- 9) De nouvelles politiques de relations industrielles s'esquissent pourtant à cette époque et sont encouragées par le "Rapport SUDREAU". Sans grand effet.

- 10) Cette périodisation est donc strictement déterminée par le problème que nous étudions (la gestion de la crise de l'économie mixte). Nous excluons tous les autres aspects, idéologiques et politiques, même quand ils ont d'importantes conséquences économiques, en particulier la question des "classes moyennes". Une périodisation politique placerait le "thalweg" du quinquennat en Juin 1984 (Elections Européennes et manifestations sur l'École Privée, "allendisation" de F. Mitterrand, puis rupture de l'encercllement: Fabius premier ministre, départ de des communistes). Voir LIPIETZ [1984, 1985c].
- 11) Double résultat quasi miraculeux dans le contexte de la avec la conjoncture mondiale !
- 12) De toutes façons les dispositions introduites sont très en retrait sur ce qui existe déjà en RFA.
- 13) On voit ici que les technocrates ne pensaient les problèmes d'organisation industrielle que dans les termes fordien de l'intégration verticale ou horizontale, et ignoraient les tendances modernes à la déverticalisation et à la "quasi intégration verticale" (LEBORGNE et LIPIETZ [1987]).
- 14) En général, les "développementistes" des années 50 militèrent à fond pour la Communauté Européenne, au nom de cet argument du "défi aux conservatismes". Ce fut notamment le cas, à l'époque, de F. Mitterrand, mais pas de Pierre Mendès France.
- 15) Le 18 Décembre 1985 le premier ministre L. Fabius accorde, au nom de l'emploi et de la balance des paiements, une quasi-zone franche hyper-subsventionnée à Disney Corp pour la construction d'un "Eurodisneyland" dont on se félicite qu'il créera des emplois déqualifiés !
- 16) Voir BOWLES, GINTIS et WEISKOPF [1983], DAVIS [1984].
- 17) Ce n'est d'ailleurs pas incompatible avec le libéral-productivisme, y compris aux USA (cf BELLON [1986]): c'est même la doctrine de "l'Etat-bouclier" succédant à "l'Etat-protecteur" (MINC [1982]).
- 18) Cela n'exclut pas une intense activité réformatrice sur l'appareil cybernétique capitaliste lui-même (réforme de la Bourse, de la régulation monétaire, etc...) P. Bérégovoy sera désigné par un jury de la presse patronale "manager de l'Année 86".
- 19) On épargne ici à l'ironie d'un auditoire américain le titre exact dont tient à se targuer l'intéressé.
- 20) Pour être honnête (et conforme à mon avertissement introductif), la politique "Chirac 86" ne peut expliquer à elle seule un si rapide effondrement. En fait, la chute de la rente pétrolière entraînait mécaniquement la chute des exportations vers l'OPEP... Mais c'est justement Chirac 1974 qui avait inauguré la "stratégie des grands contrats" !

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M. [1976]
Régulation et crises du capitalisme, Calmann-Lévy, Paris. English translation: A theory of capitalist regulation, Verso, London, 1979.
- BELLON [1986]
L'interventionnisme libéral. La politique économique de l'Administration Fédérale Américaine, Economica, Paris.
- BLOCH-LAINE, BOUVIER J. [1986]
La France restaurée, Fayard, Paris.
- BOLTANSKI L. [1982]
Les Cadres, Minuit, Paris.
- BOYER R., MISTRAL J. [1978]
Accumulation, inflation, crises, P.U.F., Paris, réédition augmentée 1983.
- BOWLES S., GINTIS H., WEISSKOPF T. [1983]
Beyond the Waste Land, Anchor Press/Double Day, New York.
- CHEVENEMENT J.P. [1982]
<<Allocation d'ouverture>>, in Une politique industrielle pour la France, La Documentation Française.
- COURLET C. et al. [1987]
Etudes sur les politiques industrielles locales dans le cadre de la promotion des P.M.E., rapport IREP/CNEPP, miméo, Grenoble.
- DAVIS M. [1984]
<<The Political Economy of Late Imperial America>>, New Left Review n°143 (Janv-Fevrier).
- DELORME R., ANDRE C. [1983]
L'Etat et l'économie, Seuil, Paris.
- FRIDENSON P., STRAUS A. (eds) [1987]
Le capitalisme français. Blocages et dynamismes d'une croissance, Fayard, Paris.
- GLYN A., HUGES A., LIPIETZ A., SINGH A. [1986]
The rise and fall of the Golden Age: an historical analysis of post war capitalism in the developed market economies. United Nations University/WIDER, Helsinki, mimeo.
- KUISEL R. [1981]
Capitalism and the State in France: renovation and economic management in the XXth century, Cambridge, C.U.P.

- LEBORGNE D. et LIPIETZ A. [1987]
 <<New Technologies, new modes of regulation: Some Spatial Implications>>, présentation to the International Seminar Changing Labour Processes and New Forms of Urbanization, Samos, September.
- LIPIETZ A. [1979]
Crise et inflation: pourquoi? F. Maspéro, Paris.
- LIPIETZ A. [1983]
Le Monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste. La Découverte- Maspéro, Paris. English translation: The enchanted world, Verso, London, 1985.
- LIPIETZ A. [1984]
L'audace ou l'enlèvement, La Découverte, Paris.
- LIPIETZ A. [1985a]
Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers Monde, La Découverte, Paris. English translation: Mirages and miracles. The crisis of global fordism, Verso, London, 1986.
- LIPIETZ A. [1985b]
 <<Le national et le régional: quelle autonomie face à la crise capitaliste mondiale ?>>, Couverture Orange CEPREMAP n°8521. English translation: Moulaert and Salinas (eds Industrial Restructuring, spatial development and the role of the State, forthcoming.
- LIPIETZ A. [1985c]
 <<France : jeux d'échecs>>, L'Etat du Monde 1985, La Découverte, Paris.
- LIPIETZ A. [1986a]
 <<Caractères séculaires et conjoncturels de l'intervention économique de l'Etat>>, Couverture Orange CEPREMAP n°8621.
- LIPIETZ A. [1986b]
 "Le plébiscite repoussé", Le Monde Diplomatique, Février.
- LIPIETZ A. [1987]
 <<An alternative design for the XXist Century", in Pendse ed. Options in economic design, forthcoming.
- MINC A. [1982]
L'après crise est commencée, Gallimard, Paris.
- PAXTON R. [1972]
Vichy France: old guard and new order, 1940-1944.